

CENTRE-VAL DE LOIRE



RETROUVER L'INTÉGRALITÉ DES ANALYSES STATISTIQUES SUR : RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG

RÉALISATION : Département Enquêtes et Analyses Statistiques, Pascale Novelli, Lilian Martin (stagiaire)
Délégations et Comité Régional, Pascale Kramer (réécriture, secrétariat de rédaction)
CORRECTION RÉVISION : Christophe Barré



Comme chaque année, les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions et leur évolution. En dehors des territoires d'outre-mer, étudiés individuellement, chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines à partir de données de l'Insee. Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2017 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique-Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2012 et 2017¹, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

DÉFINITIONS

Ménage : un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC) : dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun, et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC chacun. On divise le revenu du ménage par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens. Un individu ne correspond pas à une unité afin que soient prises en compte les économies liées à la mutualisation au sein des ménages.

¹ Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.

CENTRE-VAL DE LOIRE		
Données générales	Centre-Val de Loire	France métropolitaine
Population au 1.1.2017 en milliers*	2 582	64 801
Taux de chômage au 4 ^e trimestre 2017	8,3 %	8,6 %
Part d'étrangers dans la population (2015)	4,7 %	6,5 %
Densité du parc social** (2017)	74,0	73,5
Niveau de vie mensuel médian (2015)	1 708 €	1 692 €
Taux de pauvreté à 60 % (2015)	13,2 %	14,9 %
Chiffres 2016 Secours Catholique		Centre-Val de Loire
Situations rencontrées	23 670	
Nombre d'équipes	137	
Bénévoles	2 322	
Situations analysées	3 340	
* Chiffres provisoires ** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 1.1.2016		

CONJONCTURE¹

La population de la région Centre-Val de Loire est de 2,6 millions de personnes. Il s'agit aujourd'hui d'une des régions les moins touchées par la pauvreté. En 2014, le taux de pauvreté monétaire était de 12,9 % contre 14,7 en France métropolitaine. Le revenu salarial moyen y est de 21 070 €, plus que pour la France de province² (20 630 €). Au 31 décembre 2016, le taux de chômage de la région était légèrement plus faible qu'en France métropolitaine (9,4 % contre 9,7). En 2014, 19,2 % de la valeur ajoutée régionale provenaient du secteur industriel, contre 16,2 % en France de province. En 2015, 14,5 % des résidences principales occupées étaient des HLM.

LES SITUATIONS RENCONTRÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

Les équipes du Secours Catholique du Centre-Val de Loire ont accueilli 23 700 ménages en 2017, soit 1 000 de plus qu'en 2016. Parmi eux, plus de personnes seules qu'il y a cinq ans (43 % en 2017 contre 31 % en 2012), et un quart de mères isolées, un chiffre en diminution ces dernières années. Deux ménages sur trois sont constitués d'un couple avec enfants.

Parmi les personnes rencontrées, 2 % vivent dans des squats ou dans la rue, contre 6 % au niveau national et près de 0 % en 2012. La part de personnes logées en centre d'hébergement est passée de 2 à 7 % entre 2012 et 2017, ce qui peut être lié à l'augmentation du nombre de migrants dans la région, alors que celle de personnes vivant en HLM a baissé, passant de 48 à 42 % ; 32 % des personnes vivent dans une commune de moins de 5 000 habitants, contre 36 % en 2012.

Le revenu moyen par unité de consommation est de 614 €. C'est presque 100 € de plus que la moyenne nationale (517 €) et le revenu le moins faible de l'ensemble des régions. Près d'une personne accueillie sur dix (9 %) perçoit entre 1 000 et 1 200 €, contre 6 % au plan national. Concernant la situation professionnelle, 22 % des personnes sont en emploi, soit 5 points de plus qu'au niveau national. Parmi elles, deux sur dix sont en CDI plein-temps et une sur trois travaille à temps partiel. Le chômage concerne de plus en plus de personnes accueillies, soit 37 % d'entre elles en 2017, contre 27 % en 2012. Après avoir diminué de dix points entre 2012 et 2015, passant de 48 à 38 %, la part de personnes en situation d'inactivité est remontée à 41 % en 2017. En 2017, 8 % des personnes ne percevaient aucunes ressources, contre 12 % en 2016. Les personnes rencontrées sont moins

nombreuses à percevoir le RSA (36 % en 2012 contre 32 % en 2017) ou des allocations (37 % contre 34 %). Le montant médian des impayés a baissé, passant de 821 € en 2012 à 730 € en 2017 (en euros constants).

Un tiers des personnes accueillies étaient déjà connues de l'association, et les trois quarts d'entre elles ont été orientées par les services sociaux. La part de personnes venant d'elles-mêmes est passée de 7 à 25 % entre 2012 et 2017. Pour la première fois, la demande d'écoute et de conseil est plus fréquente (45 % contre 58 au niveau national) que la demande d'aide alimentaire (42 % des demandes), soit 10 points de moins qu'au niveau national (52 %). C'est en Centre-Val de Loire que la part de demandes d'aide à la mobilité est la plus élevée, atteignant 13 %, contre 7 % au niveau national. La demande d'aide pour les démarches administratives est passée de 5 % à 14 % entre 2012 et 2017.

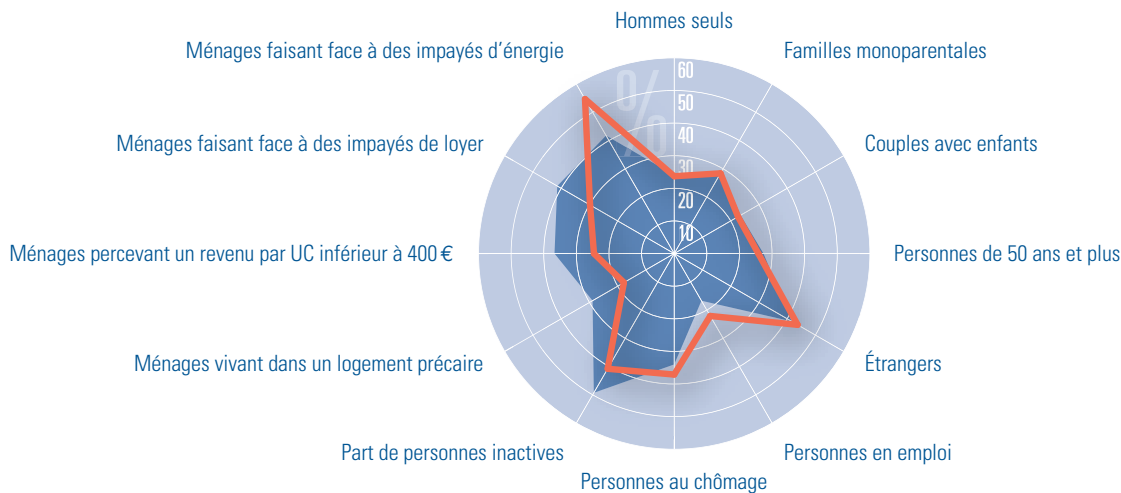
Parmi les personnes accueillies, 44 % sont de nationalité étrangère, contre 23 % en 2012. Un étranger sur deux est originaire d'un pays d'Afrique subsaharienne, un sur cinq d'Europe de l'Est. La part d'étrangers originaires du Maghreb a fortement baissé, passant de 23 % en 2012 à 17 % aujourd'hui. La part d'étrangers hors UE qui ont un statut, provisoire ou définitif, a été divisée par deux depuis 2012 (de

1 - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121821>

2 - Ensemble des régions métropolitaines moins la région Ile-de-France.

CENTRE-VAL DE LOIRE

FRANCE ENTIÈRE



Champ : ménages rencontrés par le Secours Catholique. **Note de lecture :** la région Centre-Val de Loire compte 23,7 % d'hommes seuls, contre 24,1 % pour la France entière.

62 % à 32 %). Sur la même période, celle de personnes étant en attente de statut a plus que doublé (de 22 % à 45 %), et celle de personnes déboutées, sans papiers, est passée de 17 à 22 %.

En Loir-et-Cher, grâce au mécénat de la mutuelle d'assurances AG2R La Mondiale, le projet d'achat d'un véhicule sans permis pourrait voir le jour. Il serait géré par l'équipe et mis à la disposition des habitants d'un petit bourg afin de remédier aux situations d'isolement.

EXEMPLES D'ACTIONS MENÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

L'augmentation sensible du nombre de migrants dans la région Centre-Val de Loire a conduit les délégations à multiplier les équipes d'accueil capables d'aider aux démarches administratives, à l'alphabétisation, à l'apprentissage du français langue étrangère et de la citoyenneté. Les aides financières et alimentaires et les prises en charge des frais de transport vers les villes d'accueil des demandeurs d'asile sont en augmentation.

À Tours, l'équipe Interm'aide accueille des femmes victimes de violences et leurs enfants. En Eure-et-Loir se développent des groupes conviviaux qui portent des projets imaginés par les participants : boutique solidaire mobile dans le Berry, accueil de jour à Bourges, en partenariat avec d'autres associations, groupe d'accompagnement scolaire collectif en Indre-et-Loire, développement du microcrédit en Loir-et-Cher.

CENTRE-VAL DE LOIRE		Centre-Val de Loire		France	
		2012	2017	2012	2017
PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1)	Écoute, accueil, conseil	33,8 %	45,4 %	55,0 %	58,4 %
	Alimentation	52,5 %	41,5 %	57,5 %	51,9 %
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	33,3 %	22,2 %	18,1 %	18,1 %
	Mobilité (voiture, transport)	3,7 %	13,2 %	4,9 %	7,0 %
TYPE DE MÉNAGE	Hommes seuls	16,4 %	23,7 %	24,5 %	24,1 %
	Femmes seules	15,0 %	19,0 %	16,3 %	17,1 %
	Couples sans enfants	6,6 %	6,4 %	6,3 %	6,1 %
	Pères seuls	4,3 %	3,4 %	3,3 %	3,4 %
	Mères seules	30,7 %	24,9 %	27,0 %	25,8 %
	Couples avec enfants	27,0 %	22,6 %	22,6 %	23,5 %
ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	Moins de 25 ans	8,9 %	10,9 %	9,2 %	8,9 %
	25-49 ans	64,5 %	63,3 %	65,9 %	63,7 %
	50 ans et plus	26,6 %	25,8 %	24,9 %	27,4 %
ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	France	78,5 %	60,2 %	68,5 %	61,3 %
	Maghreb	5,0 %	6,8 %	8,2 %	8,7 %
	Afrique subsaharienne	10,3 %	20,6 %	10,3 %	13,9 %
	Union européenne	1,3 %	1,3 %	3,9 %	3,0 %
	Europe de l'Est (hors UE)	3,3 %	8,2 %	6,3 %	9,4 %
	Autre	1,6 %	2,9 %	2,8 %	3,7 %
STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE)	Statut accordé	61,5 %	32,4 %	47,9 %	38,2 %
	Statut demandé, en attente	21,6 %	45,3 %	40,0 %	43,5 %
	Débouté, sans papiers	16,9 %	22,3 %	12,1 %	18,3 %
SITUATION DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE FACE À L'EMPLOI	CDI plein-temps	7,1 %	4,7 %	4,4 %	3,7 %
	Emplois précaires (2)	14,3 %	14,0 %	10,4 %	9,9 %
	À son compte	1,7 %	1,2 %	0,9 %	0,7 %
	Autre travail	1,2 %	1,2 %	1,3 %	1,2 %
	Formation professionnelle	0,8 %	1,0 %	1,4 %	1,2 %
	Sous-total emploi	25,1 %	22,1 %	18,4 %	16,7 %
	Chômage indemnisé ou en attente	12,2 %	14,3 %	11,9 %	11,6 %
	Chômage sans droits reconnus	14,7 %	22,8 %	26,4 %	22,4 %
	Sous-total chômage	26,9 %	37,1 %	38,3 %	34,0 %
	Étudiant	0,4 %	1,8 %	1,1 %	1,4 %
	Inaptitude santé	9,1 %	11,0 %	10,6 %	10,4 %
	Retraite, préretraite	6,9 %	5,4 %	5,4 %	5,4 %
	Au foyer	8,3 %	6,5 %	6,7 %	4,5 %
	Sans droit au travail	1,8 %	4,5 %	9,1 %	15,5 %
	Autre sans emploi	21,5 %	11,6 %	10,4 %	12,1 %
Sous-total inactivité	48,0 %	40,8 %	43,3 %	49,3 %	
TYPES DE RESSOURCES	Ni revenus du travail ni transferts sociaux	11,2 %	9,9 %	18,5 %	22,2 %
	Revenus du travail	9,6 %	7,6 %	7,7 %	7,7 %
	Transferts sociaux	42,6 %	44,9 %	43,8 %	40,6 %
	Revenus du travail et transferts sociaux	36,6 %	37,6 %	30,0 %	29,5 %
REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2016)		588 €	614 €	516 €	517 €
EXISTENCE D'IMPAYÉS		60,3 %	74,7 %	58,8 %	54,5 %
IMPAYÉ MÉDIAN (euros constants)		821 €	730 €	817 €	789 €
NATURE DES IMPAYÉS	Loyer, mensualités d'accession	35,6 %	29,8 %	42,9 %	41,4 %
	Gaz, électricité, combustibles	46,0 %	54,7 %	39,3 %	41,8 %
	Eau	20,3 %	21,9 %	16,6 %	18,6 %
	Découvert bancaire	22,8 %	16,2 %	23,4 %	21,7 %
TYPE DE LOGEMENT	Logement stable (3)	90,9 %	82,2 %	75,9 %	71,1 %
	Logement précaire (4)	9,1 %	17,8 %	24,1 %	28,9 %

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.

(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.